

RENOUVELLEMENT DU MANDAT
DE LA MINURSO
**VOTE AUJOURD'HUI
D'UN PROJET
DE RÉSOLUTION**

Page 13

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 4874 | Lundi 30 octobre 2023 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

CENTRE ANTI-CANCER, CHEMINS DE FER, BARRAGE VERT, AADL III

**TEBBOUNE LANCE
PLUSIEURS PROJETS
À DJELEFA**

Page 5



DÉLUGE D'AL-AQSA

**LOURDES
PERTES POUR
L'ENTITÉ
SIONISTE**

Page 3

COMMUNICATIONS ET INTERNET COUPÉS

Motus et bouche cousue !

Le tour de vis radical de l'entité sioniste contre les médias et les réseaux sociaux signale sa détermination à étouffer toute voix dissonante sur le conflit palestinien, quitte à couper toutes communications et internet.

PAR IDIR AMMOUR

De fait, entre le blocage des réseaux sociaux et une main de fer contre les médias indépendants, le monde n'a désormais quasiment plus accès à la réalité des carnages que subit la population palestinienne en général et gazaouie en particulier. Chut, on tue à huis-clos !!! En effet, de violents combats sont en cours dans la bande de Gaza, selon le Hamas, alors que l'Assemblée générale de l'ONU réclame une «trêve humanitaire immédiate». Mais les sionistes ne semblent pas prêts à baisser les armes, par contre, ils entendent ainsi imposer leur récit officiel sur la poursuite de l'invasion, mais cette fois-ci, à huit clos, présentée comme une opération de maintien de la paix visant à protéger les israéliens. En effet, l'entité sioniste mise sur des attaques sans témoin lors de ses frappes intenses. Assistée par les USA, l'entité sioniste, se livre également à une guerre médiatique où tous les moyens sont bons pour influ-



encer les populations du monde et obtenir un avantage, allant jusqu'à assassiner des journalistes et leurs familles. 22 journalistes au moins, objectifs des bombardements de l'entité sionistes ont perdu la vie. Le dernier raid a pris pour cible le domicile du journaliste de la chaîne qatarie Al Jazeera, Wael Dahdouh, qui a perdu son épouse et deux enfants, alors qu'il était en direct. Personne n'est à l'abri, allant à l'encontre de son projet psychopathe narcissique. Mais rien ne se cache, car, les informations fortes en provenance de Gaza ont mis à nu les médias occidentaux et dévoilent la brutalité et la barbarie d'un occupant sanguinaire. Et pourtant cet État fantôme qu'on appelle Israël se fait passer pour la victime. L'entité n'a plus de stratégie pour rattraper sa réputation. Le monde le sait maintenant et toutes les populations du monde aux USA, en Europe, dans le Monde arabe et en Afrique, ont décelé la ruse et manifesté dans la rue pour

dénoncer les crimes de guerre de la protégée de l'administration des USA et de l'Union européenne. Dans ce contexte, la diplomatie palestinienne a présenté, jeudi dernier, à la Cour pénale internationale (CPI), des preuves des récents crimes commis par l'armée d'occupation sioniste contre la bande de Ghaza, appelant la CPI à achever d'urgence l'enquête pénale pour rendre justice aux victimes palestiniennes estimées à plus de 7 050 personnes dont plus 2 913 enfants et plus 1 709 femmes. Un génocide voilé à l'opinion publique internationale par les médias occidentaux dont on découvre le vrai visage.

La cause Palestinienne perd son caractère prioritaire

La question palestinienne a toujours été le principal dénominateur commun des politiques étrangères des pays arabes, qu'ils soient conservateurs ou révolutionnaires, dans le camp soviétique ou dans le camp américain. Ce semblant

d'unité s'est avéré avec le temps très fragile au point de retrouver son « frère » soutenir ton propre ennemi ! Aujourd'hui les masques sont tombés et les marionnettes de l'occident sont dévoilées. Le jeu diplomatique dans la région s'est donc modifié, comme l'a montré le revirement des Émirats arabes unis, puis le Maroc pour ne citer que ceux-là. Les observateurs constatent des signes révélateurs de l'abandon de son caractère prioritaire par plusieurs pays arabes pour « normaliser » leurs relations avec Israël. Le paradoxe est là, et comme dit l'adage : dans chaque saleté, on peut trouver quelque chose de sain et dans chaque sainteté, on peut trouver quelque chose de sale. En effet, au moment où l'Europe et les USA, avec leurs grandes firmes soutiennent Israël, de l'autre côté, par contre, certains de leurs compatriotes (personnalités, artistes, sportifs...), n'ont pas hésité à condamner et dénoncer ces crimes contre l'humanité. Au niveau de la télécommunication entre autres, Elon Musk s'engage à fournir une connexion Internet aux ONG opérant à Gaza, grâce à Starlink. En effet, le milliardaire américain a précisé que son fournisseur d'accès à Internet par satellite sera mis à disposition de l'Onu et d'autres « groupes humanitaires internationalement reconnus. »

Un système qui a déjà fait ses preuves

« Starlink prendra en charge la connectivité pour les organisations humanitaires internationalement reconnues à Gaza », a-t-il promis, en réponse à un tweet de la représentante des États-Unis Alexandria Ocasio-Cortez qui alertait sur le danger encouru par « les journalistes, les professionnels de la santé, les bénévoles humanitaires et les innocents ». Toutefois, le patron de Tesla a précisé « qu'aucun terminal n'a demandé de connexion » dans la bande de Gaza, pour l'heure.

I. A.

DEPUIS LE 7 OCTOBRE

1600

Palestiniens arrêtés par l'occupant sioniste

Depuis le début de l'agression sioniste contre Ghaza et la Cisjordanie occupée, le 7 octobre en cours, 1590 Palestiniens ont été arrêtés par les forces d'occupation, ont indiqué, hier, la Commission des Affaires des détenus et ex-détenus et le Club du détenu palestinien. Dans un communiqué relayé par « l'agence de presse Wafa, les instances de défense des droits des détenus palestiniens ont précisé que les arrestations ont été enregistrées particulièrement à El Khalil, Cisjordanie occupée, Qalqilya, Tubas, Salfit et Tulkarem. »

« L'arrestation de Palestiniens s'est accompagnée d'actes de saccage de leurs domiciles et de leurs biens, ainsi que de l'agression des membres de leurs familles », précisent les mêmes sources.

Dans le même contexte, « l'agence de presse a rapporté récemment que les forces d'occupation sionistes et des colons extrémistes transforment, depuis le début de l'attaque contre Ghaza, les maisons de Palestiniens en casernes et saccagent tous leurs biens. »

R. N.

LE PREMIER MINISTRE ISRAËLIEN DANS UN DISCOURS MESSIANIQUE

Des crimes au nom de la religion

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Benjamin Netanyahu a franchi le Rubicon où il utilise un discours religieux pour justifier ces crimes à Gaza. Ce dernier, dans son allocution télévisuelle, a prédit la prophétie d'Isaïe dans son offensive meurtrière en qualifiant les Palestiniens « d'axe du mal ». Un discours à l'accent messianique où il considère texto : « Nous allons réaliser la prophétie d'Isaïe en combattant jusqu'à la victoire et donnant honneur à ton peuple ». Cette vieille sentence du prophète hébreu n'a pas de relation directe avec ce qui se passe dans le territoire de Gaza. Pour empêtrer davantage l'opinion israélienne dans la confusion, le Premier ministre israélien a juré « d'en finir avec le groupe Hamas en détruisant ses capacités militaires avec la promesse de faire revenir les otages israéliens ». Pis encore lorsque ce Premier ministre honni par tout le

monde a qualifié ces adversaires de « force du mal » et qu'il serait lui et ses compères « la lumière ». Des qualificatifs qui mettent en péril l'enracinement du fait religieux dans un Etat qui ne jurait que par la laïcité. Ce gouvernement d'extrême-droite a fait appel à la droite sioniste religieuse du parti Shas et ceux qui sont parmi les plus féroces colons des terres palestiniennes. Ces derniers disposent de la religion de la Thora dont ils justifient certains versets pour mettre le feu aux poudres dans une opinion « travaillée » à leur faveur. Pis encore lorsque le porte-parole de l'armée Avichay Adraee s'est adressé dans une déclaration publique avec un verset du Coran pour mettre hors d'état de nuire la résistance palestinienne. Ces faits renseignent sur les graves dérives de l'État israélien en justifiant la religion comme solution pour le salut d'une nation et surtout depuis l'entrée de la droite ultra-orthodoxe dans le gou-

vernement de Netanyahu. Les spécialistes du fait politique soulignent que le gouvernement actuel pioché sur des partis qui étaient jusque-là minoritaires en leur promettant d'accélérer la colonisation des terres en Cisjordanie. Et c'est ce qui s'est passé depuis la formation du gouvernement le plus à droite de l'histoire de ce pays. Cependant, une contradiction relevée puisque ces États dont l'occident est fier dénie le droit à d'autres pays de mettre en évidence la religion dans le paysage politique en évoquant le terrorisme lorsqu'il s'agit de l'Islam. Or, dans la guerre qui est lancée aux populations civiles de Gaza, il n'a pas été question de religion mais de résistance armée face une armada militaire des plus sophistiquées dans une guerre sans merci et disproportionnée, faisant chaque jours un lot de victimes de mort et une destruction programmée de tout un territoire.

F. A.

DÉLUGE D'AL-AQSA

Lourdes pertes pour l'entité sioniste

Pour la première fois dans son histoire d'occupation depuis le premier sioniste ayant mis le pied sur la terre bénie de Palestine, l'entité ennemie sioniste subit de lourdes pertes à tous les niveaux - politique, militaire, économique, social, touristique, scientifique, etc. courte période du début de la bataille bénie du « Déluge d'Al-Aqsa » le 7 octobre.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

« **L'**armée d'occupation de l'entité sioniste « Israël » a subi ses plus grandes pertes en une journée, lorsque la résistance palestinienne dans la bande de Gaza a capturé le colonel israélien Yair Shalam. Le site russe Avia Pro, spécialisé dans les affaires militaires, a indiqué que l'armée d'occupation israélienne avait subi de lourdes pertes hier soir dans la région de Bureij ». C'est ce que rapportent des sources généralement bien informées, qui suivent de près ce genre de questions. Les mêmes sources ajoutent que « Le site Internet russe, citant les chaînes TG, a expliqué que les pertes de l'armée d'occupation sont le résultat de la forte contre-attaque lancée par la résistance palestinienne dans la bande de Gaza et que l'information indiquant l'arrestation du colonel Yair Shalam a suscité une grande panique. » après l'opération « Déluge d'Al Aqsa et cette victorieuse contre-attaque de la part des maigres forces palestiniennes, l'armée ismaélienne se rend de plus en plus compte que non seulement elle n'est pas invincible, mais qu'en plus elle souffre d'énormes lacunes techniques et militaire, que le génie des Brigades d'Al Kassam a su débusquer et exploiter au mieux. L'armée israélienne excelle juste dans le massacre des femmes, des enfants et des bébés. » Le site Internet russe Avia Pro a déclaré : Jusqu'à présent, les responsables israéliens n'ont ni confirmé ni démenti cette information. Il n'y a pas non plus de commentaire sur l'état du colonel et les circonstances de sa détention, et les événements récents indiquent une aggravation des tensions dans la région, alors que le conflit entre l'entité sioniste Israël et la résistance palestinienne continue de s'intensifier. Alors que la bataille bénie du « Déluge d'Al-Aqsa » entre dans son 22^{ème} jour, qui a constitué un événement charnière dans l'histoire du conflit avec l'ennemi sioniste et a infligé un coup qualitatif qui a déstabilisé l'armée de l'ennemi sioniste et ses services de sécurité et de renseignement, et a provoqué un choc dont les échos se répercutent encore à travers le monde, la facture de cet ennemi brutal, dont seule la force peut le dissuader. Sur le plan militaire et sécuritaire, les coûts militaires de la guerre sont estimés à environ un milliard de dollars par jour, soit environ 17 mil-



liards de dollars jusqu'à présent, en plus des pertes humaines dans les rangs de l'armée ennemie et de ses troupes de colons, selon à ce qui est déclaré et à ce qui est caché, il y a de nombreuses pertes en matériel militaire. Étant donné que le coût de l'interception de chaque missile lancé depuis Gaza est estimé entre 40 000 et 50 000 dollars, le chercheur de l'Institut sioniste d'études sur la sécurité nationale, selon un rapport de Bloomberg, estime que « cela fait que les pertes de l'ennemi sioniste dépassent 40 millions de dollars rien que pour l'interception des missiles de la résistance. »

Pour la première fois dans l'histoire de l'entité ennemie sioniste, nous assistons à un exode massif à la suite d'une confrontation avec un parti arabe, bien qu'il s'agisse d'une petite organisation en termes d'équipement, à savoir le mouvement Hamas. Si l'entité a proposé l'idée du déplacement des Palestiniens vers le sud de la bande de Gaza et leur asile en Égypte, nous assistons à un incident de déplacement : une masse de plus de 60 000 colons vers la ville d'Eilat. Sur le plan économique, les pertes sont plus importantes que prévu. Malgré les pertes humaines qui ont atteint 1 500 morts sionistes et plus de 5 400 blessés au 22 octobre, et les informations faisant état de destructions de chars et de véhicules blindés et de tirs de missiles sur des colonies du sud en devant Gaza; D'heure en heure, les médias ennemis confirment l'existence de dégâts majeurs pour l'économie sioniste, avec des estimations de pertes quotidiennes s'élevant entre 300 et 400 millions de dollars. La Bourse de Tel Aviv a enregistré une nouvelle baisse, le 22 octobre, d'une valeur de 2,23 pour cent, avec un indice mensuel en baisse de 12,49 pour cent, ce qui est un pourcentage très faible par rapport à la période qui a précédé la guerre contre Gaza, tandis que le Le taux de change du shekel « israélien » a baissé par rapport au dollar, le dollar américain étant tombé lundi à son plus bas niveau depuis 2014. Les raisons de ces pertes incluent l'arrêt de dizaines de vols et la perturbation de la vie économique, avec la baisse des cours des actions et des obligations à la Bourse de Tel-Aviv et l'annulation des

réservations d'hôtels en général. Ce qui signifie l'arrêt de la vie touristique, dont dépend l'économie sioniste, en plus de l'arrêt de la vente d'armes, qui est le principal fournisseur de l'entité, sans oublier la fermeture du champ de gaz naturel « Tamar » en Méditerranée, de peur d'être visé par des missiles.

Plus de deux semaines après le début de la bataille du « déluge d'Al-Aqsa », le journal Yedioth Ahronoth a parlé du « plus grand désastre économique de l'histoire d'Israël », tenant le gouvernement de Benjamin Netanyahu directement responsable des pertes subies par l'entité sioniste.

La valeur des obligations d'État sionistes a augmenté de 136 pour cent depuis le début de la guerre, et la vente des obligations de la diaspora a causé des pertes estimées à deux milliards 839 millions de dollars, dans un contexte d'attente d'une augmentation de la dette publique, qui a déjà atteint 294,7 milliards de dollars, alors que le produit intérieur a atteint 350 milliards de dollars.

Les roquettes tirées par la résistance palestinienne sur la région de Gush Dan, qui est le joyau de l'économie et de l'industrie technologique de l'ennemi, ont également conduit à une paralysie majeure de ce secteur, qui a perdu jusqu'à présent plus de deux milliards de dollars.

Le site sioniste «The Marker», spécialisé en économie, a révélé que l'entité temporaire «est dans un état de récession et les échanges commerciaux sont actuellement nuls», et affirme que «beaucoup tentent de garder la tête hors de l'eau, craignant l'avenir.» , et je ne sais pas qui les indemniserait et quand.

Parallèlement, le journal sioniste « Maariv » a rapporté que le marché sioniste a perdu 4,6 milliards de shekels, soit plus de 1,2 milliard de dollars américains, depuis le début de la guerre, à cause de l'absence des employés du travail.

Sur le front énergétique, Chevron a annoncé deux jours après les « inondations d'Al-Aqsa » qu'elle avait fermé le champ de gaz naturel de Tamar, qui est l'une des sources de gaz les plus importantes utilisées pour la production et l'exportation d'électricité dans l'entité

sioniste. le gisement a été fermé jusqu'à aujourd'hui, de peur que la résistance ne le prenne pour cible, ce qui a conduit à l'arrêt des exportations de gaz sioniste vers l'Égypte et la Jordanie et à une pression accrue sur le marché gazier européen. Le secteur sioniste du tourisme et de l'aviation a également subi un coup dur. Après que l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv ait été bombardé par des missiles, toutes les compagnies aériennes internationales ont suspendu leurs vols vers cet aéroport, ce qui a coïncidé avec la mise hors service des aéroports de Ramon et de Haïfa.

Les compagnies d'assurance aéronautique contre les risques de guerre ont publié un avis annulant la couverture d'assurance des compagnies basées dans l'entité temporaire, certaines annulations étant déjà effectives, obligeant le gouvernement Netanyahu à payer six milliards de dollars pour compenser cela, ce qui représente un coût élevé payé par le l'ennemi pour assurer au minimum la continuité des opérations aériennes. Les pertes du secteur aéronautique se sont jusqu'à présent élevées à environ 1,6 milliard de dollars, à raison de 100 millions de dollars par jour. Outre les pertes dans divers secteurs économiques, le coût de la destruction dans les colonies entourant Gaza a dépassé le seuil d'un milliard de dollars, et le transport de 200 000 colons dans les colonies du sud et du nord coûte environ 100 millions de dollars par semaine.

Les combats ont fortement affecté les affaires en raison de la mise en état d'urgence de l'entité occupante et de la convocation de plus de 300 000 réservistes pour le service militaire, un événement sans précédent dans l'histoire de l'entité usurpatrice.

Les médias s'attendaient à ce que les pertes dans le secteur du tourisme sioniste atteignent plus de 3,4 milliards de dollars, un secteur dont les revenus s'élèvent à environ 13,5 milliards de shekels, après l'arrivée de 2,67 millions de touristes dans la Palestine historique en 2022, contre 397 000 touristes enregistrés en 2021.

La banque sioniste Hapoalim a déclaré dans un rapport au Times of Israel : « Le coût de la guerre en cours à Gaza ne sera pas inférieur à sept milliards de dollars américains, selon les données préliminaires, et pourrait atteindre environ 1,5 pour cent du produit intérieur brut si les événements se développent pour inclure le front. » Nord. Fitch Ratings a placé la note de l'entité sioniste sous évaluation négative, dans un contexte de pertes attendues auxquelles son économie a commencé à faire face en raison de l'agression contre la bande de Gaza. L'agence de notation Moody's a également annoncé le report de la publication de la nouvelle notation de crédit de l'entité, justifiant cela par les développements militaires existants dans la région, puisque sa notation actuelle est (1A), et la décision de Fitch reflète le risque croissant « d'étendre la guerre existante », inclure des affrontements militaires à grande échelle. « Avec de multiples acteurs, sur une longue période. »

R. R.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA ET LA CISJORDANIE

Président iranien : « il est temps d'agir »

Le Président iranien, Ebrahim Raïssi, a affirmé, hier dimanche, que « l'entité sioniste a franchi dans son agression contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie toutes les lignes rouges », estimant qu'« il est temps d'agir ».

PAR LAKHDARI BRAHIM

« Les crimes de l'entité sioniste ont franchi les lignes rouges, ce qui pourrait obliger tout le monde à entreprendre des mesures. Washington nous demande de ne rien faire, mais elle continue d'apporter un large soutien à l'entité sioniste », a-t-il indiqué dans un message posté sur la plateforme X (anciennement Twitter). Ebrahim Raïssi a indiqué, plus tôt, dans une autre déclaration à la chaîne d'information qatarie Al Jazeera que « l'Iran ne suivrait pas les instructions des États-Unis ».

L'entité sioniste a accentué depuis vendredi ses bombardements contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée, ciblant comme jamais des Palestiniens innocents. Selon la ministre palestinienne de la Santé, Mai Al-Kaileh, les forces d'occupation sionistes « ne se contentent désormais pas de tuer des Palestiniens à Ghaza et en Cisjordanie occupée, mais s'acharment aussi contre tout espoir de survie » dans les territoires occupés. « A Ghaza et en Cisjordanie, les forces d'occupation ne cherchent pas qu'à tuer des Palestiniens, mais tuent aussi quotidiennement tout espoir de survie ou de sauver les survivants sous les décombres des maisons bombardées », a déploré la ministre dans un communiqué repris par l'agence de presse palestinienne Wafa. Les autorités sanitaires palestiniennes ont fait état dans un nouveau bilan provisoire de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza et de la Cisjordanie occupée de « 7.703 Palestiniens tombés en martyrs dans la bande de Ghaza, dont 3195 enfants et 1863 femmes, et 111 autres en Cisjordanie occupée ».

La Turquie s'apprête à déclarer Israël « criminel de guerre »

Le Président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé samedi soir que la Turquie s'apprêtait à déclarer Israël « criminel de guerre », à la lumière des événements qui se déroulent à Gaza. Erdogan a déclaré lors d'un rassemblement à Istanbul en soutien à la Palestine, selon ce qui a été rapporté par l'Agence turque d'Anatolie : « Nous déclarerons qu'Israël est un criminel de guerre... et nous nous y préparons. » Erdogan a demandé : « Combien d'enfants, de femmes et de personnes âgées doivent mourir pour que vous déclariez un cessez-le-feu ? Le livre des péchés de l'Occident a une fois de plus dépassé les limites du jeu. »



Erdogan a poursuivi : « Ô monde, vous voyez tous ces faits. Le Secrétaire général des Nations Unies crie, mais vous n'écoutez pas. Vous êtes devenu sourd. » À son tour, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a averti que des milliers d'autres civils mourraient si « Israël » lançait une opération terrestre à grande échelle à Gaza, soulignant qu'il y avait déjà des milliers de civils sous les décombres, dans des conditions d'interruption des télécommunications qui empêchent... De leur porter assistance. « Les conséquences humanitaires et sur les droits de l'homme seront dévastatrices et durables, car des milliers de personnes sont déjà mortes, dont beaucoup d'enfants », a déclaré Türk dans un communiqué.

Le pape François appelle à un cessez-le-feu à Gaza

Le pape François a appelé hier à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. « Personne ne doit renoncer à la possibilité d'arrêter les armes, personne ne doit renoncer à la possibilité d'un cessez-le-feu, que les tirs cessent », a déclaré le Pape après avoir récité la prière de l'Angélus sur la place Saint-Pierre. « À Gaza en particulier, il doit y avoir de la place pour garantir l'aide humanitaire », a souligné le pape François.

Antonio Guterres : « Au lieu d'une pause, je suis surpris par une escalade de bombardement... »

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a réitéré, un appel à « cessez-le-feu humanitaire immédiat » dans la Bande de Gaza. « Malheureusement, au lieu d'une pause, j'ai été surpris par une escalade sans précédent des bombardements et de leurs effets dévastateurs, compromettant les objectifs humanitaires », a regretté Antonion

Guterres, lors de rencontre avec le ministre qatari des Affaires étrangères, Mohammed ben Abdelrahmane Al-Thani, à Doha. Il faisait allusion à l'intensification des raids des forces de l'occupant sioniste contre l'enclave palestinienne, au moment où l'Assemblée générale de l'ONU adoptait, par 124 voix contre 14, une résolution pour l'arrêt de l'offensive militaire. « La situation doit être inversée. Je réitère mon appel pressant en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat, (...) et de la distribution d'aide humanitaire », a-t-il poursuivi, avertissant encore une fois contre « une catastrophe humanitaire ».

Manifs dans plusieurs villes européennes

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi en soutien aux Palestiniens à Londres, comme des milliers à Paris et à Zurich, tandis que la bande de Gaza a été à nouveau bombardée au 22^e jour de la guerre. Dans la capitale britannique, pour le troisième week-end consécutif, un cortège s'est formé à l'appel du mouvement Palestine Solidarity Campaign (PSC) : il est parti des rives de la Tamise afin de suivre un tracé menant à Parliament Square, non loin de Big Ben, tandis que plus de mille policiers étaient mobilisés. « Une pause humanitaire n'est pas suffisante, il faut qu'il y ait un cessez-le-feu complet », a déclaré à l'AFP une manifestante, Dani Nadiri, une productrice de télévision de 36 ans, « il est temps de faire quelque chose plutôt qu'une escalade supplémentaire ». Condamnant à la fois les attaques du Hamas et le gouvernement israélien, « qui a un arsenal bien plus gros », Amar Picha, 31 ans, un responsable de projet dans le marketing, a déploré les « vies innocentes détruites ». « Je suis écoeurée, ça n'a pas de sens », a renchéri Noori Butt, une enseignante de 38 ans, « je ne sais pas comment je

vais l'expliquer à mon fils » de deux ans « quand il sera plus grand ». « Je veux la paix », « une paix durable pour tout le monde ». Dans la capitale française, ils ont été des milliers à participer, dans le calme, à un rassemblement « de soutien au peuple palestinien », interdit par les autorités, aux cris notamment de « Gaza, Gaza, Paris est avec toi ! » et de « C'est l'humanité qu'on assassine, enfants de Gaza, enfants de Palestine », a constaté un journaliste de l'AFP. Il y a eu au moins 15 interpellations et 1.077 verbalisations, selon le préfecture de police de Paris. Place du Châtelet, en plein centre-ville, la foule a été empêchée de se mettre en mouvement par un très important dispositif policier. Parmi les 3.000 et 4.000 manifestants, selon la police, figuraient des élus. « L'urgence, c'est le cessez-le-feu, arrêter de tuer des femmes, des enfants, des hommes », a estimé sur place la maire adjointe de Corbeil-Essonnes, dans la région parisienne, Elsa Touré, tout en affirmant que « l'Etat israélien marche sur le droit international depuis années ». Samia Orosemane, une humoriste, exhibait une pancarte « où est passé notre humanité ? ». « Ce n'est pas normal qu'un cessez-le-feu n'ait pas été demandé, qu'il y ait des milliers de civils qui meurent et que personne ne dise rien », a-t-elle dit à l'AFP. Les autorités avaient en particulier invoqué « la gravité de risques de troubles à l'ordre public » et les « tensions exacerbées (...) avec une montée, en France, des actes antisémites ». A Marseille, dans le sud-est de la France, une manifestation, autorisée celle-là, a regroupé 1.800 personnes selon la préfecture de police, 4.000 d'après ses organisateurs. A Zurich, les manifestants ont été quelque 7.000, selon les organisateurs, « plusieurs milliers », d'après la police. Ils ont été 2.000 à Lausanne, 1.800 à Genève, plus de mille à Berne.

L.B.

CENTRE ANTI-CANCER, CHEMINS DE FER, BARRAGE VERT, AADL III

Tebboune lance plusieurs projets à Djelfa

Très attendue par les citoyens, la nouvelle est tombée hier. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a annoncé le lancement de la formule AADL 3 à partir de l'année 2024.

PAR KAHINA HAMMOUDI

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé, hier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Djelfa durant laquelle il a procédé à l'inauguration et à l'inspection de plusieurs projets de développement d'envergure.

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a annoncé donc hier, depuis la wilaya de Djelfa, où il effectue une visite de travail et d'inspection, le lancement, dès 2024, des souscriptions au programme AADL III.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait déjà, assuré que les projets de réalisation de logements se poursuivront, soulignant que ça restera une priorité pour l'État. « Les programmes de réalisation de logements ne s'arrêteront pas, vu la mentalité de l'Algérien qui veut être propriétaire et qui a le sentiment d'être à la rue lorsqu'il est locataire », a précisé le Président Tebboune dans son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, en août dernier.

Il a affirmé que les programmes de réalisation de logements de location-vente (formule AADL) se poursuivront car ils sont destinés à la classe moyenne, qui doit être protégée en tant que « base stabilisatrice » du pays.

Tebboune inaugure la ligne ferroviaire Boughezoul-Djelfa

« Abdelmadjid Tebboune, a inauguré la ligne ferroviaire vitale entre Boughezoul et Djelfa, qui relie également plusieurs wilayas », a indiqué hier un communiqué de la Présidence. En plus de l'inauguration de la gare ferroviaire sise au chef-lieu de la wilaya, le président de la République donnera, ensuite, le coup d'envoi de l'opération de boisement de près de 400.000 ha au titre du projet de relance du barrage vert, avant d'écouter des explications sur l'opération.

Le centre anti-cancer inauguré

Les structures de santé spécialisées dans la wilaya de Djelfa se sont renforcées hier, à la faveur de l'inauguration par le président de la République qui y effectue une visite de travail et d'inspection, du centre anti-cancer,



réalisé en juillet dernier, avant le délai fixé au mois de mars 2024.

A cet effet, le président de la République a visité les différents services de cette structure hospitalière spécialisée, dotée d'équipements médicaux modernes et de structures nécessaires pour une bonne prise en charge des malades avec la couverture de toutes les régions avoisinantes.

A cette occasion, le Président Tebboune a reçu des explications exhaustives sur ce projet vital réalisé sur une superficie d'environ 5 hectares, pour un coût de plus de 6 milliards da.

Ce centre dispose d'un matériel médical de pointe et d'un système numérique avancé, ainsi que de plusieurs structures de santé encadrées par une équipe médicale hautement qualifiée, à même de répondre aux besoins de la population de la wilaya et des régions voisines.

Le CAC a été réalisé en concrétisation de l'un des engagements pris par le Président de la République devant les habitants de la wilaya, lors de la campagne électorale pour la présidentielle de 2019.

Lancé en mars 2021, ce projet dont la réalisation a été confiée, en octobre 2020, à la société "COSIDER", a été réceptionné en juillet dernier, avant les délais fixés.

Le nouveau CAC sera doté de trois accélérateurs, pour lesquels une enveloppe de 2,7 milliards da a été allouée.

Avec une capacité d'accueil de 120 lits, le centre est encadré par 70 médecins, 15 spécialistes physiologistes et 250 paramédicaux.

Cette structure est à même d'assurer des séances de soins pour 150

patients/jour et le même nombre d'exams médicaux quotidiens, ainsi qu'une moyenne allant entre 10 et 20 interventions chirurgicales par jour.

Le centre comprend plusieurs services hospitaliers spécialisés: curiethérapie, scintigraphie, Radio-analyse, et curiethérapie métabolique. Il dispose également d'une pharmacie, d'un bloc opératoire, d'un service de réanimation et de lits de médecine nucléaire, ainsi qu'un service d'oncologie pour les adultes et un autre pour les enfants.

A noter que ce centre est entré en service parallèlement à son inauguration et a commencé à recevoir les premiers patients qui ont tenu à remercier le président de la République pour la création de cette structure de santé à même de réduire les déplacements des patients et des gardes-malades aux centres de Blida et d'Alger.

Coup d'envoi du projet de relance du barrage vert

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné, hier à Djelfa, le coup d'envoi du projet de relance du barrage vert, qui a vocation à créer de la richesse dans de vastes régions du pays grâce à ses dimensions environnementales et économiques nouvelles.

Dans la région d'El Maalba (commune de Djelfa), le président de la République a inspecté le lancement de la première phase du projet, prévoyant le reboisement de 400.000 hectares d'ici à 2026.

Dans le cadre de ce projet, il a été procédé dans cette région à la plantation de différentes espèces d'arbres sur une superficie de 70 hectares.

L'opération de reboisement, supervisée par le Président Tebboune, qui y

a participé symboliquement en plantant un arbre, a mobilisé des éléments de la conservation des forêts de la wilaya, des scouts musulmans algériens et des représentants de la société civile.

Le projet de relance du barrage vert vise à porter sa superficie de 3,7 à 4,7 millions d'hectares dans les zones steppiques à travers 13 wilayas, 183 communes et 1.200 localités.

Une superficie d'un million d'hectares sera reboisée par différentes espèces d'arbres, notamment fruitiers, qui ont une grande valeur économique et résistent mieux au climat steppique.

Le barrage vert couvre, d'est en ouest, les wilayas de Naâma, El Bayadh, Laghouat, Djelfa, Médéa, Bouira, M'sila, Batna, Khenchela, Tébessa, Sétif, Bordj Bou Arreridj et Biskra. Ce projet bénéficiera à plus de 7 millions d'habitants.

La concrétisation du projet de barrage vert dans le cadre de la nouvelle approche est assurée par les conservations des forêts, les directions des services agricoles des wilayas concernées et le Haut commissariat au développement de la steppe (HCDS). Les travaux s'étaleront sur sept (7) ans.

Le président de la République avait mis l'accent, lors de la réunion du Conseil des ministres du 30 août 2020, sur la nécessité de relancer le projet de barrage vert avec la contribution et la participation active de toutes les parties concernées, notamment la société civile.

Tebboune avait entamé plus tôt dans la journée une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Djelfa pour inaugurer et inspecter plusieurs projets de développement d'envergure.

K. H.

MIDI

ÉCONOMIE

« L'ACCORD CÉRÉALIER », LES SOMMETS DU CYNISME (3^{ème} partie)

Si dans l'antiquité le terme « cynisme » était directement associé à l'école philosophique grecque d'Antisthène qui prônait des valeurs telles que l'humilité, la vertu et la sagesse – soit parfaitement saines – notre époque n'a rien retenu du passé et a transformé ce noble terme en mépris profond et en absence de morale.



« L'ACCORD CÉRÉALIER », LES SOMMETS DU CYNISME

(3^{ème} partie)

Si dans l'antiquité le terme « cynisme » était directement associé à l'école philosophique grecque d'Antisthène qui prônait des valeurs telles que l'humilité, la vertu et la sagesse – soit parfaitement saines – notre époque n'a rien retenu du passé et a transformé ce noble terme qu'en mépris profond et qu'en absence de morale.

CONTRIBUTION DE OLEG NESTERENKO*

Les géants occidentaux de l'agro-industrie et l'Ukraine

En ce qui concerne l'Ukraine, une partie considérable des volumes exportés de céréales proviennent des terres agricoles appartenant non pas aux ukrainiens, mais... bien à des géants occidentaux de l'agro-industrie. En mars 2020, sous l'influence des lobbies occidentaux auprès du FMI, l'Ukraine a adopté la loi autorisant à racheter les terres agricoles par des entreprises étrangères, ce qui était interdit auparavant. Ceci était la condition du FMI – l'organisation contrôlée par les « atlantistes » – pour que l'Ukraine accède à la nouvelle ligne de crédit du Fond.

Depuis ce méfait désastreux accompli par les élites politiques actuelles ukrainiennes contre les intérêts nationaux de l'Ukraine, seulement en 3 ans suivant son adoption, près de 40% des terres cultivables du pays sont devenues la propriété d'acteurs économiques étrangers.

La prise de contrôle de l'agriculture ukrainienne, principalement par des puissances occidentales, était d'autant plus facile, que si les prix à l'achat d'un hectare de terre arable en Union euro-

péenne varie en moyenne de 4 à 70.000 USD, le même hectare en Ukraine leur revenait seulement à 1-2.500 dollars, en sachant que la qualité générale de la terre cultivable ukrainienne est sensiblement meilleure que celle européenne.

Aujourd'hui, plus de 52% des terres cultivables ukrainiennes, soit 17 millions d'hectares, appartiennent seulement à 3 entreprises : les américains Cargill et DuPont et l'allemand Bayer (dont les terres en Ukraine ont été acquises par l'américain Monsanto, société acquise, ensuite, par l'allemand). Et ils ne sont pas les seuls nouveaux propriétaires étrangers heureux des sols ukrainiens : toute une série d'autres géants de second rang sont également présents dans le pays. La classe politique actuellement installée à Kiev a fait le nécessaire pour qu'à moyen/long terme la quasi-intégralité des terres arables du pays n'appartiennent plus aux ukrainiens.

Durant les premiers mois de la guerre en Ukraine, les élites politiques de l'Occident collectif ont fait le nécessaire pour créer des couloirs « humanitaires », dont celui sous « l'accord céréalier de la mer Noire », pour faire sortir les « marchandises » bloquées et appartenant à leurs grands compatriotes qui, par la suite, ont disposé de leurs biens de la manière détaillée précédemment. Il n'est donc nullement étonnant de constater que les exportations des denrées alimentaires exécutées par le pouvoir ukrainien se réalisent sur un fond qui peut laisser perplexe qu'un spectateur ignorant : la probabilité très élevée que l'Ukraine elle-même connaîtra une pénurie alimentaire déjà d'ici la fin de l'année en cours.

L'UE et la prohibition des céréales ukrainiennes

Si l'ouverture totale du marché européen a été tout-à-fait bénéfique à de grands groupes-négociants en céréales et à de hauts fonctionnaires européens qui les représentent d'une manière évidente, cela n'a pas été le cas des agriculteurs des pays-produc-

teurs de céréales frontaliers de l'Ukraine.

L'intégralité de ces pays, membres de l'UE, avec la Pologne en tête, ont, tout simplement, fait interdire l'entrée des céréales ukrainiennes sur leurs territoires respectifs. L'embargo a été en vigueur du 2 mai au 30 juin 2023 et, malgré l'opposition et les menaces des sanctions de la part de la direction de l'UE, la Pologne le fait reconduire depuis le 15 septembre dernier.

De leur côté, les élites politiques occidentales ont proliféré des mensonges via l'appareil de propagande des mainstream-médias, qui ne peuvent être qualifiés que de grossiers, en stipulant que les céréales en question ne font que transiter via le territoire polonais à destination des pays les plus démunis ; que ce type d'initiatives radicales de la part de la Pologne sont infondées et que la chute des prix des céréales, notamment en Pologne, n'est due qu'à l'accumulation des stocks temporaires des céréales ukrainiennes sur leur sol, faute de logistique pour les faire suivre vers les peuples au bord de la famine. Le fait que les céréales entrent sur le territoire de l'Union européenne non pas sous le statut du transit douanier permettant l'exemption des droits et taxes, mais bien sous le statut d'importation directe permettant la mise en libre circulation et la consommation du produit en UE est mis sous le tapis.

Déjà, sous les restrictions qui ont eu lieu en mai-juin 2022, le président ukrainien, V. Zelensky, connaissant parfaitement la réalité : les exportations de céréales ukrainiennes ne sont nullement prévues pour les pays les plus pauvres, mais, en grande partie, bien pour le marché interne de l'UE – il s'est mis en colère et a qualifié d'« *absolument inacceptable* » que la Commission européenne se soit pliée aux exigences des cinq pays de l'Europe de l'est et a confirmé que les quatre produits en provenance d'Ukraine : le blé, le maïs, le tournesol et le colza – ne peuvent être ni stockés, ni commercialisés sur



le territoire de l'EU, mais doivent uniquement transiter par le territoire des pays en question.

Le cynisme chronique de la classe dirigeante « atlantiste » ne lui permet pas de se soucier de la moindre crédibilité de leurs déclarations aux yeux de la communauté internationale non occidentale qui les observe. Elle est parfaitement informée de la situation et ne prend plus la peine de la cacher. Selon la déclaration du Commissaire européen en charge de l'Agriculture, le Polonais Janusz Wojciechowski, aux membres du Parlement européen lors d'une audition de la commission de l'agriculture, seuls 2-3% des céréales ukrainiennes entrées dans l'UE la quittent vers des pays hors Union, dont l'Afrique. La raison qu'il a évoquée est le coût de transit trop élevé, ce qui rend une telle initiative « économiquement non-viable ». De ce fait, la quasi-intégralité des

céréales ukrainiennes reste sur le marché européen.

Aujourd'hui, malgré les menaces de sanctions déclarées par les hauts fonctionnaires européens, ni la Pologne, ni la Hongrie, ni la Slovaquie n'ont l'intention de rouvrir leurs frontières aux céréales ukrainiennes pour leur transit vers les pays hors de l'EU – ce qui, logiquement, devait être une excellente alternative à la suppression par les Russes, le 18 juillet 2023, du couloir maritime sécurisé de la mer Noire. Une telle rouverture de frontières n'aura pas lieu, car ils sont parfaitement au courant : le prétendu « transit » via l'UE vers les populations au bord de la famine n'est qu'une grande supercherie organisée par leur propre camp, mais dont les trois pays en question se sont retrouvés en position de victimes collatérales et en paient les frais.

Il est à noter, entre parenthèses,

que la domination quantitative du secteur agricole ukrainien vis-à-vis de l'agriculture des pays de l'est de l'Europe est une raison, entre autres, pour laquelle il est exclu que l'Ukraine entre un jour au sein de l'Union européenne, ce qui procurerait, notamment à des denrées alimentaires ukrainiennes, l'accès libre et permanent au territoire douanier commun de l'Union européenne (TDU) et aboutirait à l'anéantissement direct et assuré du secteur agricole de plusieurs pays-membres de l'EU. Les déclarations du contraire par les responsables européens sont purement démagogiques et ne sont qu'un outil de motivation pour Kiev et de pression sur Moscou.

Les réserves céréalières

En parlant de la famine dans le monde, il est important de souligner que la production agricole et les réserves alimentaires mon-

des entraves artificielles à la souveraineté alimentaire mises en place par ses mêmes monopoles contre tant de pays.

Toutefois, en dehors des stocks céréaliers « privés », il existe également toute une gamme de stocks gérés par les pouvoirs publics et dont un grand nombre d'États dispose : « *les stocks stratégiques* » qui font partie du système de défense nationale et, souvent, sont couverts par le secret-défense ; « *les stocks de réserve* » qui rééquilibrent les ratios consommation/disponibilité lors des chutes de la production et/ou des importations ; « *les stocks régulateurs* » qui encadrent les variations des prix et « *les stocks d'intervention* » constitués des rachats par l'État de céréales à un prix minimum garanti auprès des producteurs locaux, afin de protéger leurs revenus contre les baisses des prix du marché.

En cas d'une crise alimentaire majeure dans les pays les plus vulnérables, le partage partiel des stocks disponibles dans les pays développés et en voie de développement n'est qu'une question de volonté politique.

Il est parfaitement compréhensible que peu de pays soient en mesure d'ouvrir leurs réserves de céréales d'une manière unilatérale pour contrer les famines dans des pays tiers – le partage des stocks céréaliers nationaux reste une solution extrême. Toutefois, ce qui est difficilement réalisable pour un état en particulier – tout à fait faisable au sein d'une action conjointe participative à la résolution de crise des pays-membres de l'Onu, surtout ceux aux revenus supérieurs. Et ceci est sans aucun sacrifice réel vis-à-vis du bien-être des populations des pays participant à l'effort humanitaire, vu les quantités considérables de stocks céréaliers à leurs disposition et l'apport nécessaire proportionnellement négligeable, car partagé par l'ensemble d'une telle coalition.

Certes, il existe également ce qu'on appelle « *les stocks d'urgence* » constitués au niveau national et international pour répondre, justement, à des situa-

tions de crise alimentaire de diverses natures dans le cadre d'actions humanitaires. Néanmoins, la pratique démontre que de telles initiatives ne sont nullement suffisantes en termes de quantités. De même, notamment, pour la réserve alimentaire régionale d'Afrique de l'Ouest qui a été créée en tant que complément sécuritaire à des stocks dit de proximité et des stocks nationaux de sécurité alimentaire : elle est insuffisante.

Cela étant, pas un seul sur les dizaines de responsables politiques des pays occidentaux, officiellement tant soucieux du sort des peuples africains en danger de famine, n'a jamais prononcé un seul mot dans le sens du sacrifice d'une infime partie des réserves nationales des céréales de chacun des pays du bloc Occidental en le destinant à l'Afrique en cas d'apparition d'un extrême besoin – ce qui est le cas aujourd'hui – afin d'éradiquer le danger d'une nouvelle famine sur le continent. Dès qu'on évoque une hypothétique manque de pain et/ou sa hausse du prix sur les étalages dans les boulangeries du monde occidental, même la mort imminente de faim de dizaines de milliers de personnes dans un monde qui n'est pas le leur, ce n'est pas un argument suffisant aux yeux de la classe dirigeante américano-centrique, car cela ferait un mauvais effet sur leur carrière politique.

Non seulement aucune solution n'a été mise en place, ni même soulevée en tant que possibilité, mais c'est l'action qui se situe à l'opposé de celle évoquée qui a été planifiée, mise en place et réalisée, comme précédemment détaillée : sous couvert des accords humanitaires sur les exportations des céréales ukrainiennes vers les pays les plus pauvres, les hauts responsables européens ont organisé d'une manière la plus cynique le « détournement » des exportations des céréales ukrainiennes vers l'Union européenne.



Les exportations céréalières russes

Malgré les entraves illégales hors du commun mises en place par les « atlantistes » vis-à-vis des exportations des céréales et des engrais russes, afin de créer une pénurie alimentaire auprès des pays pauvres et pouvoir y accuser la Fédération de Russie, cette dernière a réussi en cette année de 2023, de même que l'année précédente, à préserver son statut de leader mondial des exportations de céréales et à poursuivre sa contribution d'une manière significative pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

À elle seule, la Russie assure aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de blé, soit 46 millions de tonnes rien qu'en 2022/23, contre des 30 millions de tonnes exportés dans la même période par les États-Unis, le Canada, l'Australie, la France et l'Ukraine réunis et dont les 3 premiers sont traditionnellement les principaux exportateurs de blé derrière la Russie. En 2022 la Russie a récolté 157,7 millions de tonnes de céréales, dont 104,2 millions de tonnes de blé. Durant l'année agricole 2021/22 (1er juillet 2021 – 30 juin 2022), le pays a exporté 38,1 millions de tonnes de céréales, dont 30,7 millions de tonnes de blé. En 2023, selon les prévisions, la récolte des céréales en Russie devrait atteindre 140 millions de tonnes, dont 90 millions de tonnes de blé. Dans l'année agricole 2022/23 (1er juillet 2022 – 30 juin 2023), la Russie a exporté 60 millions de tonnes de céréales. Depuis le début de la nouvelle année agricole, le 1er juillet 2023, en deux mois la Russie a déjà exporté 13 millions de tonnes de céréales.

Parallèlement à des exportations déjà réalisées, la Russie détient des stocks céréaliers considérables et ne demande qu'à les ouvrir et en faire bénéficier le marché mondial en volume qui, de fait, fera baisser les prix artificiellement maintenus à la barre haute par les négociants céréaliers occidentaux et les décideurs occidentaux qui les cautionnent.

L'Occident américano-centrique accuse la Russie d'utiliser la faim comme arme de guerre. Pourtant, les faits indiquent une réalité tout à fait éloignée de leur propagande : en créant d'une manière délibérée et calculée de considérables entraves à l'exportation des produits agricoles russes, le bloc « atlantique » est bien l'auteur de l'utilisation sans le moindre scrupule de la faim comme arme de guerre contre la Russie. Car, avec 60 millions de tonnes de céréales exportées dans l'année agricole de 2022-2023, c'est bien la Fédération de Russie qui est le plus grand exportateur de céréales au monde – et nullement l'Ukraine, dont le



volume d'exportation est plus modeste.

Pour les pays de l'Otan, comme ceci est démontré à plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, cela n'a aucune importance si des populations périssent de faim du moment que cela diminue les revenus de l'adversaire qui peuvent, dans le cas présent, contribuer à l'effort de guerre contre leurs intérêts sur le territoire ukrainien. La volonté de causer des dommages à l'économie russe prédomine très largement la volonté discutable de soustraire le continent noir d'une éventuelle nouvelle famine. En ce qui concerne la Russie, parallèlement à des exportations classiques, en cette année de crise elle a déjà fait envoyer ou enverra dans l'avenir immédiat et d'une manière gracieuse 200 000 tonnes de blé vers la Somalie, la RCA, le Burkina Faso, le Zimbabwe, le Mali et l'Érythrée, ainsi que 166 000 tonnes d'engrais vers le Sri Lanka, le Nigeria, le Kenya, au Zimbabwe et au Malawi. En outre, un projet est en cours d'élaboration avec la Turquie et le Qatar pour livrer 1 million de tonnes de céréales russes à la Turquie pour y être transformées et envoyées aux pays les plus pauvres non seulement d'une manière absolument gratuite, mais également avec la prise en charge du transport par la Russie.

Une telle initiative n'a nullement lieu « pour plaire » – la Russie n'a guère besoin de cela, car elle dispose déjà d'acquis historiques considérables sur le continent Africain et ne les perdrait pas si une telle contribution n'avait pas lieu. L'action initiée n'est qu'une profonde compréhension d'une urgence absolue vis-à-vis des pays-bénéficiaires qui encourent un réel danger de famine et qui ne peuvent s'en soustraire sans une aide extérieure immédiate. Il est regrettable de constater que tant de pays disposant de moyens financiers bien supérieurs à ceux des Russes n'ont aucune intention de suivre l'exemple.

Il est à souligner qu'« en prenant en considération les quantités réelles produites et exportées, ce n'est nullement la privation du marché mondial de céréales ukrainiennes, mais bien davantage la privation des céréales et engrais agricoles russes qui est un véritable danger de

famine pour les pays les plus démunis. » Les sanctions unilatérales illégales contre les entreprises russes engagées dans la production et l'exportation de produits agricoles et d'engrais, le détournement vers les pays occidentaux d'une bonne partie des exportations de céréales ukrainiennes dans le cadre de « l'Accord céréalière » couplé à l'absence de l'idée même du partage d'une infime partie des stocks céréaliers occidentaux, afin de compenser le déficit au niveau des exportations russes et ukrainiennes, sont une action parfaitement réfléchie et orchestrée par les administrateurs du « camp du bien » qui sont tout-à-fait conscients de possible terribles conséquences de leurs initiatives. Les conséquences qui sont, à leurs yeux, visiblement, pas assez d'importance pour être prises en considération.

Ce cas de figure permet de ne pas rejeter la supposition grave et, en même temps, parfaitement légitime : le camp « atlantiste » ne verrait pas du mauvais œil si une nouvelle famine qu'ils prédisent si perspicacement se déclençait sur le continent africain et, ainsi, pourrait incriminer Moscou dans le cadre de la propagande « céréalière » menée contre les Russes depuis la première partie de 2022. De même, il faut faire preuve d'une importante myopie analytique pour envisager que le pouvoir actuellement installé à Kiev, étant l'un des acteurs majeurs dans l'affaire en question, n'ait pas été, dès le début, parfaitement au courant des réels objectifs de la mise en place de « l'Initiative céréalière de la mer Noire » et des réels destinataires et bénéficiaires de leurs propres exportations.

Les engrais agricoles

En parlant de céréales, il est également important de ne pas passer sous silence le problème des engrais agricoles. Depuis des années nous constatons une pénurie importante de fertilisant sur le marché international. Plusieurs facteurs ont créé cette pénurie, dont les hausses des prix de l'énergie et les restrictions par l'État chinois des exportations d'engrais. Un aspect grave de la conjoncture actuelle du secteur agricole au niveau mondial est à noter : la limitation de l'offre a mené vers l'augmentation des prix des ferti-

sants qui est sensiblement plus élevée que celle des produits agricoles. Ceci amène les agriculteurs à minimiser l'utilisation d'engrais ce qui mènera, de facto, à la récession de la production agricole mondiale.

Si le manque ponctuel de céréales pour des populations démunies est toujours un danger nutritionnel immédiat et à moyen terme, le manque d'engrais agricoles est une bombe à retardement. Une bombe qui est aussi néfaste, voire davantage, que l'absence des denrées alimentaires. Car, privées de fertilisants, les exploitations agricoles locales sont souvent dans l'incapacité d'avoir un rendement de leurs terrains qui soit suffisant pour ne pas faire tomber les populations internes dans une dépendance quasi-totale envers les importations alimentaires. Et c'est bien dans cette conjoncture que les leaders du monde Occidental ont pris la décision d'instaurer de graves entraves aux exportations de fertilisants russes, dont le pays est l'un des principaux exportateurs au monde. De même que pour les céréales, si cette initiative malveillante et néfaste vis-à-vis de l'agriculture des pays pauvres ne prend pas fin, le pire est encore devant nous.

Postscriptum

Les représentants du pouvoir occidental, auteurs des méfaits énumérés dans ces pages, et leurs peuples respectifs, qu'ils sont censés représenter, ne sont nullement un bloc parfaitement uni et homogène vis-à-vis du modèle prédateur qui est le modus operandi classique de l'Occident néolibéral, dissimulé derrière des apparences herbivores.

Les peuples occidentaux sont profondément divisés en trois principaux camps : celui des formatés et hypnotisés par la propagande d'État mené avec une grande cadence via l'appareil des mass médias contrôlés par les injections permanentes des fonds publics dans leur fonctionnement, celui des indifférents et celui des révoltés et indignés par la politique carnivore menée en leur nom contre le reste de l'humanité.

Les échecs répétés des derniers temps des élites politiques et leurs justifications de plus en plus maladroites laissent un espoir du renforcement significatif du camp des révoltés, ce qui pourrait mener, à terme, au re-fondement de l'échiquier politique occidental et à l'instauration d'un monde plus juste, dont ce dernier prendra, enfin, part.

A suivre

*Président du CCIE (www.ccie.eu)

(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris ; spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne)

SÉTIF

Valoriser l'exploitation des sources thermales à forte valeur thérapeutique

Le secteur du Tourisme œuvre à développer le tourisme thermal par la valorisation de l'exploitation des sources à forte valeur thérapeutique, a affirmé samedi à Sétif le directeur général du tourisme au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Djamel Alili.

Cet objectif sera atteint par la modernisation et la réhabilitation des bains thermaux traditionnels pour qu'ils soient conformes aux normes internationales, tout en œuvrant à fournir un climat propice à l'investissement au niveau des sources thermales inexploitées pouvant accueillir des projets de développement, ainsi que le développement de la thalassothérapie», a ajouté M. Alili lors du Forum international du tourisme thermal organisé dans la salle du dôme du Park Mall de Sétif.

Il a souligné à cet égard que trois opérations ont été intégrées au programme du Gouvernement à l'effet de développer l'activité liée au tourisme thermal.

Les opérations en question concernent l'investissement dans 34 bains thermaux traditionnels répartis sur 18 wilayas afin de les élever aux normes internationales, l'investissement dans 20 sources thermales inexploitées pouvant abriter des projets conformes aux mêmes normes internationales et, enfin, l'investissement dans les zones d'expansion touristique situées sur le littoral et dotées de plans d'aménage-



ment touristique afin de réaliser au moins deux centres de thalassothérapie dans 14 wilayas côtières.

M. Alili a également indiqué que les statistiques ont fait apparaître, ces dernières années, une augmentation significative de la fréquentation des structures thermales.

Il a souligné, à ce propos, que «3,5 millions de curistes se sont rendus dans des stations thermales, ce qui nécessite, selon lui, d'investir dans le domaine.»

Le DG du tourisme a également souligné que les orientations stratégiques pour le développement de l'activité thermale s'articulent autour de 5 axes, à savoir l'identification, le recensement et la protection des sources thermales, le développement du tourisme de santé et de loisirs, la mise en place des bases et des règles de structuration de l'activité thermale, la transformation du tourisme thermal en véritable outil de développement social et de loisirs et, enfin, l'éclaircissement de la vision quant à ce type de tourisme en

définissant une stratégie de communication spécifique à ce domaine.

Pour sa part, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a déclaré, dans son intervention lors des travaux du forum, que l'Algérie «met en œuvre, aujourd'hui, une nouvelle politique de valorisation de ses ressources thermales en ouvrant la porte aux investisseurs privés, ce qui promet un bel avenir à cette activité en suscitant une concurrence à même de permettre d'offrir un service de haute qualité et, partant, d'attirer des touristes européens et africains.»

Il a ajouté, dans le même contexte, que le tourisme thermal est «un véritable levier du développement économique du pays», indiquant que le CREA «accompagnera l'effort de l'Etat dans ce domaine pour assurer le succès des projets proposés.»

De son côté, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a évoqué les principaux

fondements du nouveau système d'investissement et souligné que la stabilité sécuritaire, dans son concept global permet, désormais, d'être «confiants quant au climat de l'investissement.»

Il a également évoqué «la clarté de la vision en matière de transition vers une économie basée sur la diversification», et «l'orientation vers les secteurs prioritaires et les grands objectifs d'investissement.»

M. Rekkache a mis en exergue les nouveautés apportées par la nouvelle loi sur l'investissement, tels que, par exemple, la révision de la structure organisationnelle des organismes formant le système d'investissement, le développement de réseaux d'évaluation pour accorder des avantages selon des critères clairs et mesurables, la fixation de délais de réalisation et la mise en place d'une plate-forme numérique pour l'investisseur.

La séance d'ouverture du forum a été marquée par une projection vidéo sur le tourisme thermal en Algérie, ainsi qu'un exposé d'une représentante du groupe Hôtellerie-tourisme-thermalisme, sur les stations thermales et de thalassothérapie.

BISKRA

Plus de 70 participants au Salon national de l'artisanat

Plus de 70 participants prennent part au Salon national de l'artisanat ouvert samedi à la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de la ville de Biskra.

Les stands du salon tenus dans les galeries de la CAM et sous des tentes exposent une gamme très variée de produits artisanaux de tissage, de poterie, de dinanderie et de bibelots décoratifs.

Des produits alimentaires de terroir, dont les dattes de Biskra et leurs dérivés multiples, les huiles d'olive, le miel et divers gâteaux traditionnels sont proposés aux visiteurs du Salon.

La manifestation permet également aux artistes artisans de présenter leurs produits décoratifs à base de bois, d'argile, de céramique et de matériaux de récupération transformés avec dextérité en jolis articles décoratifs.

Le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers de Biskra, Youcef Si El Abedi, a déclaré à l'APS que ce Salon «constitue une opportunité pour les artisans, les jeunes porteurs de projets et les femmes au foyer participants de faire la promotion de leurs productions auprès des visiteurs et des entreprises touristiques intéressées par les produits de terroir authentiques».

Le Salon national de l'artisanat traditionnel qui se poursuit jusqu'au 11 octobre est organisé par la Chambre de l'artisanat et des métiers de concert avec la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Biskra et des associations locales.

ORAN

Une grande artère baptisée "Avenue Cuba"

Une grande artère à Oran, l'Avenue du Millenium, a été baptisée Avenue de Cuba, lors d'une cérémonie présidée, samedi, par le wali d'Oran, Saïd Sayoud, et de l'ambassadeur de Cuba en Algérie, Armando Vergara Bueno, en présence des autorités civiles et militaires locales et des acteurs de la société civile.

Le wali d'Oran a indiqué que «cette initiative, organisée par les services de la wilaya, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, était l'expression de la reconnaissance de l'Algérie vis-à-vis des positions et des aides de Cuba pendant les moments difficiles qu'elle a traversés, pendant et après la Guerre de libération.»

Il a également souligné que Cuba était l'un des pays qui ont reconnu le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), puis l'Algérie comme État après l'Indépendance, ajoutant qu'il existe de nombreuses positions communes

entre l'Algérie et Cuba sur les causes justes dans le monde, à l'instar de la cause palestinienne.

De son côté, l'Ambassadeur de Cuba en Algérie a exprimé sa gratitude pour cette initiative, la considérant comme "un beau cadeau" que Cuba reçoit avec fierté, soulignant que ce mois d'octobre représente une date symbolique, commémorant le soutien de son pays envers l'Algérie au lendemain de son indépendance, lors de la "Guerre des sables", suite à l'agression marocaine contre le territoire national.

L'ambassadeur a rappelé que son pays était solidaire avec l'Algérie dans ses moments difficiles, notamment au cours des premières années de l'Indépendance, avec des aides de différentes natures, notamment la présence d'équipes médicales cubaines, en plus de son soutien pour l'Algérie pour défendre son intégrité territoriale en 1963 suite à l'agression marocaine. Le chercheur universitaire, Dr. Ahmed Ben Saâda, a, pour sa part, souligné,

dans son allocution à cette occasion, que "Cuba n'a pas hésité un seul instant à répondre à la demande d'assistance de l'Algérie, alors qu'elle traversait des circonstances difficiles en raison de l'ouragan Flora, qui avait violemment frappé l'île".

Il a également souligné que Cuba avait subi, à l'époque, de lourdes pertes en raison de l'ouragan, qui a détruit toute la partie est de l'île, causant la mort de 1.000 personnes, mais n'avait pas hésité à répondre favorablement à la demande de l'Algérie pour une assistance militaire afin de défendre son intégrité territoriale.

«Sa position solidaire avec l'Algérie lui a également causé d'importantes pertes économiques, le Maroc ayant rompu ses relations avec Cuba et avait annulé une commande d'un million de tonnes de sucre, créant un déficit financier de 184 millions de dollars dans le budget cubain», selon le même chercheur.

INNOVATION DANS LE TRAITEMENT DE L'HÉPATITE C

Le Professeur Nabil Debzi présente les résultats d'une étude clinique

Une réunion d'experts s'est tenue à Alger le jeudi 19 octobre 2023, organisée par les laboratoires Beker pour présenter, une étude relative aux dernières innovations en matière de médicaments et traitement de l'hépatite C.

PAR OURIDA AIT ALI

C'est dans ce cadre que le professeur Nabil Debzi, chef de service en gastro-entérologie du CHU Mustapha-Bacha, a présenté les résultats de l'étude intitulée « Efficacité du Sofosbuvir/Daclatasvir en un seul comprimé pour traiter l'hépatite virale C chronique » et évalué l'efficacité de ce nouveau traitement des deux antiviraux en un seul comprimé. Les résultats de cette étude ont été publiés dans le prestigieux journal « *Journal of Clinical Pharmacy and Therapeutics* » appartenant à l'édition Hindawi, Sofosdac@. (<https://www.hindawi.com/journals/jcpt/2023/8297332/>).

L'hépatite C, un problème de santé publique

L'hépatite C est un véritable problème de santé publique. Ce virus touche des millions de personnes dans le monde. En Algérie, le nombre de patients traités

est d'environ 3.000 personnes. Cette maladie est insidieuse et c'est dans ce sens que l'intervenant recommande à toute personne à risque, notamment les toxicomanes, de se faire dépister pour une prise en charge précoce et d'assurer ainsi une guérison. L'expert fera savoir également que ce traitement innovant est disponible en Algérie. C'est d'ailleurs l'un des objectifs de l'étude Sofosdac qui est de répondre à un besoin médical optimal en simplifiant la prise en charge du patient.

Un traitement efficace et bien toléré par les patients

A ce propos, le professeur fera savoir que l'enquête clinique y afférente menée sur 100 malades entre 2020 et 2021 à travers 6 établissements hospitaliers répartis dans les régions est, ouest et centre du pays a montré l'efficacité de ce nouveau traitement puisque la guérison est respectivement de 24 et 12 semaines, selon que le patient est atteint de cirrhose du foie ou non. En outre, ce traitement a démontré une bonne tolérance chez le patient, puisque ne provoquant que des effets secondaires légers et tolérables. Le conférencier ajoutera que l'hépatite C est la seule maladie chronique curable dans la mesure où le traitement est suivi correctement, tout en notant que l'objectif de l'OMS auquel a souscrit l'Algérie est de réduire de 90% des nouvelles infections



et, par conséquent, baisser le taux de mortalité lié à ce virus de 65%, sachant qu'à l'heure actuelle, 2.000 à 3.000 personnes sont atteintes par l'hépatite C dans notre pays. Malheureusement, il est à noter que ce chiffre est en nette augmentation à cause de la progression de la toxicomanie.

Plan national de lutte contre l'hépatite C 2022-2026

Enfin, s'agissant du Plan national de lutte contre l'hépatite C 2022-2026, Pr. Nabil Debzi fera savoir qu'en collaboration avec le ministère de la Santé ils travaillent de manière constante depuis

des années pour l'élimination des hépatites C et B. Aussi, il souhaite vivement le financement pour la mise en application de ces perspectives au plus tôt. Ce d'autant plus, dira l'expert, que les compétences humaines existent et d'ajouter que, par ailleurs, l'Unicef a déjà accordé une enveloppe financière dans ce sens. Néanmoins, le professeur précisera que la mise en application du plan se fera par étapes à travers, au préalable, l'évaluation de l'état des lieux relative à cette pathologie puis procéder en deuxième instance au choix de la wilaya pilote pour validation avant généralisation.

O. A. A.

SENSIBILISATION AU CANCER DU SEIN AU PROFIT DU PERSONNEL D'EL KENDI

La Docteure Amina Abdelouahab anime une conférence

PAR OURIDA AIT ALI

Placée sous le thème « *De simples gestes de prévention évitent les complications* », une journée de sensibilisation et d'information sur le cancer du sein a été organisée par les laboratoires El Kendi au profit de son personnel.

A cet effet, la docteure Amina Abdelouahab, spécialiste en sénologie, présentera une conférence sur le cancer du sein avec un discours simple et accessible à toutes et à tous (le personnel masculin de cette entreprise était également présent.)

« *La spécialiste mettra en garde sur les risques de cette pathologie, tout en rassurant l'assistance, en insistant sur la prévention car* », dira-t-elle, « *le cancer du sein est guérissable lorsqu'il est détecté à un stade précoce.* »

Se faire dépister à partir de 40 ans

Contrairement à la femme occidentale chez laquelle le cancer du sein survient dans la majorité des cas à l'âge de 50 ans, dans notre pays l'âge médian de la survenue de ce cancer est de 40 ans. La spécialiste dira que les raisons de l'apparition plus tôt de ce cancer chez nous ne sont pas encore élucidées. C'est dans ce sens alors que Dr. Amina Abdelouahab recommande aux femmes



de se faire dépister à partir de 40 ans jusqu'à l'âge de 70 ans tous les deux ans car, comme le mentionne l'intitulé de la thématique, « *la prévention évite les complications* ». En effet, les complications induisent des traitements lourds et épuisants pour la patiente.

Dr. Amina Abdelouahab rappellera également que dans le cas d'un cancer familial qui survient dans environ 10% des cas, il est recommandé alors de faire une échographie de dépistage avant l'âge

de 40 ans et surtout de s'autopalper les seins chaque mois après le cycle menstruel.

Les signes à ne pas négliger

L'intervenante fera savoir qu'il ne faut négliger aucune manifestation anormale au niveau des seins tels que l'apparition d'une boule, des modifications de la peau de cet organe, écoulement au niveau du mamelon, un changement de la taille ou de la forme du sein, gan-

glions au niveau de l'aisselle, douleur ou enflure....

Cependant, dira Dr Amina Abdelouahab, ces symptômes ne signifient pas nécessairement qu'il s'agit d'un cancer du sein car il existe d'autres pathologies de cet organe, pour cela elle conseille de demander l'avis médical.

Cancer du sein chez l'homme

La conférencière fera savoir que le cancer du sein affecte aussi l'homme ; toutefois il est rare puisqu'il représente environ 1% de la population mais bien plus agressif. Cela dit, il est important de ne pas négliger les symptômes qui sont les mêmes que chez la femme.

La pratique d'une activité physique diminue de 30% la survenue d'un cancer

Enfin, la sénologue insiste sur la pratique d'une activité physique pas forcée dans une salle mais marcher tout simplement 1 heure par jour à raison de 3 fois par semaine diminuerait de 30% les risques de la survenue d'un cancer. En outre, une alimentation saine et équilibrée évitant les sucreries, le trop gras et l'abus du sel met à l'abri de ces cancers mais également toutes les pathologies chroniques, conclut docteure Amina Abdelouahab.

O. A. A.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE LA MINURSO

Vote aujourd'hui d'un projet de résolution

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait voter aujourd'hui un projet de résolution renouvelant le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour une année supplémentaire, jusqu'au 31 octobre 2024.

Avant les négociations sur le renouvellement du mandat de la MINURSO, les membres du Conseil de sécurité ont tenu, le 16 octobre, leurs consultations semestrielles avec l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, et le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental et chef de la MINURSO, Alexander Ivanko.

Les États-Unis, porte-plume sur le dossier sahraoui, ont fait circuler un premier projet de résolution le 20 octobre et convoqué un cycle de négociations quatre jours plus tard. Le Mozambique et la Russie ont ensuite proposé quelques amendements réclamant notamment l'ajout d'un nouveau libellé soulignant la nécessité de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination à travers l'organisation d'un référendum. Le vote au Conseil de sécurité intervient dans un contexte marqué par la poursuite de la guerre entre le Front Polisario et le Maroc, suite à la violation, en novembre 2020 par l'armée d'occupation marocaine, de l'accord de cessez-le-feu, et sur fond de multiplication des violations des droits de l'Homme des Sahraouis.

Le vote aura lieu également quelques jours après la présentation par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, devant les membres du Conseil de sécurité de son rapport sur le Sahara occidental où il a "vivement" exprimé sa "préoccupation" concernant l'"enracinement" de l'état "délétère" de la situation dans les territoires occupés, appelant à infléchir cet état de fait de toute urgence pour éviter toute nouvelle escalade dans la région.

Pour Guterres, la poursuite des hostilités et l'absence de cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario "marquent un net recul dans la recherche d'une solution politique" à ce conflit de longue date.

Il estime aussi dans son rapport que "ce contexte difficile rend la négociation d'une solution politique à la question du Sahara occidental plus urgente que jamais, près de cinq décennies après le début du conflit".

Au sujet de la situation des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés, le patron de l'ONU a exprimé son inquiétude après que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) "n'ait pas pu se rendre (dans ce territoire non autonome) pour la 8^e année consécutive, malgré de multiples requêtes et en dépit de la résolution 2654 (2022) dans laquelle le Conseil de sécurité encourage un renforcement de la coopération, notamment par la facilitation de ces visites".

Il a aussi recommandé que le Conseil



proroge le mandat de la MINURSO pour une nouvelle période d'un an.

Le Maroc continue d'obstruer l'exécution du mandat de la MINURSO

À la suite de la publication du rapport du Secrétaire général onusien, le président de la République sahraouie, Brahim Ghali a adressé le 16 octobre, une lettre à Guterres dans laquelle il a fait part de la position sahraouie concernant plusieurs points mentionnés dans le document sur la situation au Sahara occidental. Il a, entre autres, dénoncé "le silence injustifié du Secrétariat général de l'ONU et sa réticence à dire la vérité et à tenir l'État d'occupation marocain responsable des conséquences de sa violation du cessez-le-feu de 1991, le 13 novembre 2020".

Il a affirmé que l'État d'occupation marocain est "la seule partie responsable des multiples effets induits par son entrave continue à la présence et au travail de la MINURSO dans la région", ajoutant également que le Maroc n'a jamais cessé, et en toute impunité, d'obstruer l'exécution du mandat de la MINURSO, et ce, après avoir refusé d'aller de l'avant dans le plan de règlement qu'il avait pourtant accepté, en sus de ses tentatives de vider le mandat de la MINURSO de son contenu et de transformer la mission onusi-

enne en "gardien" du statu quo imposé par la force au Sahara occidental occupé. S'exprimant, pour sa part, dans un entretien diffusé la semaine passée par la télévision sahraouie, au sujet d'informations relayées par des médias du Makhzen sur le projet de résolution américain concernant la MINURSO, le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU et coordonnateur avec la mission onusienne, Sidi Mohamed Omar, a indiqué que "sur la base du rapport du SG onusien, l'Etat d'occupation marocain n'a pas obtenu ce qu'il voulait, au moment où la partie sahraouie reste attachée à sa position claire et immuable à ce propos et qui a été réaffirmée à maintes reprises".

Une position qui a été réitérée dans le message adressé par le président et Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, à Antonio Guterres.

En dépit de toutes les tentatives du Maroc pour "légitimer" son occupation des terres sahraouies en utilisant des moyens abjects, le peuple sahraoui reste déterminé à poursuivre sa lutte légitime en vue d'arracher sa liberté et son indépendance et étendre sa souveraineté sur tout le territoire de la République sahraouie, ne cessent de réaffirmer les responsables sahraouis.

R. I. / Agences

Dans le secteur de Mahbes

«L'Armée sahraouie cible des retranchements des forces d'occupation marocaines. Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les retranchements des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Mahbes», indique, samedi, le ministère sahraoui de la Défense dans son communiqué N900.

Des unités avancées de l'APLS ont ciblé, par des bombardements violents, des retranchements des forces d'occupation marocaines dans les régions d'Agrarat El Fersig et Chidmia, ainsi que dans la région d'Amitir Lemkhinza dans le secteur de Mahbes.

Des détachements avancés de l'Armée sahraouie avaient auparavant concentré leurs attaques sur des positions des forces d'occupation marocaines dans les secteurs de Smara, Mahbes, et les régions de Khenguët Houria et Sebkhât Tenouchad.

"Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les forces d'occupation qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles" le long du mur de la honte, a conclu le communiqué.

ASIE

L'armée sud-coréenne vient en aide à un navire Nord-coréen échoué

"Un patrouilleur sud-coréen a aidé hier dimanche, pour des "raisons humanitaires", un navire nord-coréen échoué depuis dix jours près de la frontière maritime entre les deux pays", a déclaré l'armée de Séoul. L'état-major interarmées (JCS) a indiqué qu' "un avion de patrouille maritime avait détecté dimanche un navire non identifié dans les eaux au large de la côte est de la Corée du Sud et avait envoyé un bateau de patrouille." "Lorsque le navire s'est approché, l'équipage du bateau en détresse a appelé à l'aide et les marins sud-coréens ont confirmé qu'il s'agissait d'un navire Nord-coréen", a fait savoir le JCS dans un communiqué. "L'équipage du navire Nord-coréen a dit être bloqué depuis dix jours et a exprimé le souhait de rentrer", a ajouté le communiqué. Ils ont demandé de la nourriture et de l'eau potable, qui ont été fournies par la partie sud-coréenne pour des "raisons humanitaires". "Le Nord est également tenu informé par le biais du commandement de l'ONU et du réseau international de communication maritime afin de pouvoir secourir le navire nord-coréen en détresse", précise le communiqué. Mardi, un groupe de Nord-Coréens a traversé les eaux sud-coréennes à bord d'une embarcation en bois, ce qui semble être un rare cas de défection à la frontière maritime. Les quatre Nord-Coréens qui se trouvaient sur ce bateau avaient "exprimé leur intention de faire défection", a rapporté l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, citant une source gouvernementale anonyme.

KAZAKHSTAN/NOUVEAU BILAN

36 morts dans l'explosion d'une mine

«Le bilan de l'explosion d'une mine survenue très tôt dimanche dans la région de Karaganda au Kazakhstan s'est alourdi à 36 morts», a fait savoir le ministère des Situations d'urgence du pays. « À l'heure actuelle, 36 corps ont été retrouvés et les recherches se poursuivent pour retrouver 10 mineurs », a indiqué le ministère sur son site Internet. Dans un précédent bilan, les autorités avaient fait état de 32 morts. Selon des médias locaux, il y avait au moment de l'explosion quelque 252 personnes à l'intérieur de la mine. « Au total, 208 mineurs ont été évacués après l'accident », ont précisé les mêmes sources.

R. I. / Agences

Belaribi : « Le nouveau stade de Tizi-Ouzou fin prêt »

Le nouveau stade Hocine-Aït Ahmed de Tizi-Ouzou, de 50.000 places, est «fin prêt» pour être livré, a déclaré samedi le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi.



Le ministre qui a effectué une visite d'inspection au nouveau complexe sportif, sis à Boukhalfa, à l'entrée ouest du chef-lieu de wilaya, a indiqué que le stade est «fin prêt» et que son inauguration interviendra «prochainement à une date chargée d'une symbolique historique».

M. Belaribi a fait savoir, lors d'un point de presse à l'issue de cette visite d'inspection, que l'installation de l'ensemble des équipements techniques, dont la climatisation, le son et l'électricité, est «entièrement achevée» et que

les essais effectués ont été «concluants».

«Le transfert de la gestion de l'infrastructure au profit du ministère de la Jeunesse et des Sports interviendra incessamment et des conventions d'entretien seront signées dès la semaine prochaine pour une durée de deux années, le

temps de procéder à la formation d'un personnel spécialisé dans le domaine», a-t-il dit.

Revenant sur l'expérience de son ministère dans la réalisation de trois infrastructures sportives, à Tizi-Ouzou, Baraki (Nelson-Mandela) et Oran (Miloud-Hadefi), le ministre a souligné que

«l'État a mis les moyens financiers nécessaires pour leur réalisation qui s'est faite avec des compétences algériennes.»

«La réalisation de ces trois stades a permis d'acquérir une expérience dans ce segment qui servira dans la réalisation des stades de Béchar

et Ouargla avec plus de professionnalisme et de rigueur», a-t-il dit.

Le nouveau complexe sportif de Tizi-Ouzou, qui comprend le stade, est composé de 12 bâtiments et annexes, dont un stade d'athlétisme de 6.500 places couvertes et un terrain de réplique en gazon naturel.

La célébration de Brahimi en soutien à la Palestine fait le tour de la toile

Auteur d'un doublé lors de la rencontre de son club d'Al-Gharafa face à la formation d'Al-Rayan, l'international algérien, Yacine Brahimi, a remarquablement célébré l'un de ses deux buts. En effet, lors de la rencontre comptant pour la 7e journée du Championnat du Qatar, le club d'Al-Gharafa a été porté par son ailier algérien et a réussi à se débarrasser de son hôte, Al-Rayan. Une séquence a marqué ce match qui s'est soldé sur

le score de 3-4, à la faveur des coéquipiers de Brahimi.

Ainsi, l'international algérien s'est dirigé vers les supporters de son club afin qu'ils lui donnent le drapeau palestinien. Une scène qui a fait le tour de la toile et qui a été saluée par les internautes. Par ailleurs, Yacine Brahimi a réussi à inscrire son 11^e but cette saison, devenant, au passage, le meilleur buteur en ce début de saison au Qatar.

Mahrez réitère son soutien à la Palestine

Le capitaine de l'équipe d'Algérie, Riyad Mahrez, a publié une story dans laquelle il a réitéré son soutien au peuple palestinien opprimé.

Ainsi, sur son compte Instagram, Mahrez a partagé une compilation de photos montrant les effroyables bombardements que les civils de Gaza subissent.

ÉLIMINATOIRES DU MONDIAL 2026

La Palestine recevra au Koweït

C'est désormais officiel, la Palestine disputera ses matches officiels au Koweït. L'annonce en a été faite, hier, par le Secrétaire général de la Confédération asiatique de football (AFC), Datuk Seri Windsors John. La première sortie officielle de la sélection palestinienne contre l'Australie, dans le cadre des éliminatoires du Mondial 2026 de football, élira domicile, du coup, au stade de la capitale koweïtienne, Koweït City. Le match est prévu le 21 du mois prochain. Cinq pays ont exprimé, rappelle-t-on, leur souhait de mettre leurs installations sportives à la disposition des «Lions de Canaan» après que la FIFA et l'AFC aient refusé qu'ils accueillent leurs adversaires sur le sol algérien.



Les pays en question sont : la Malaisie, l'Indonésie, la Jordanie, l'Arabie saoudite et le Koweït. La Palestine ne peut jouer dans la bande de Gaza en raison des agressions mili-

itaires génocidaires perpétrées par les colons israéliens entraînant plusieurs milliers de martyrs et de blessés graves, majoritairement des enfants et des femmes désarmés.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE ET ARABE-2023 D'HALTÉROPHILIE

Douaa Bouabdellah s'illustre avec 15 médailles

L'haltérophile algérienne Douaa Bouabdellah (71 kg) s'est illustrée samedi lors de la troisième journée des Championnats d'Afrique et arabe d'haltérophilie qui se déroulent en Egypte (26 au 31 octobre), en décrochant un total de 15 médailles.

Au Championnat arabe, Bouabdellah s'est adjugée trois médailles d'argent dans la catégorie cadettes, trois autres en argent en juniors et trois en bronze en seniors.

Au Championnat d'Afrique, Bouabdellah a obtenu trois breloques en argent en cadettes et trois en bronze en juniors. Avec ces nouvelles breloques, l'équipe algérienne d'haltérophilie toutes catégories (cadets, juniors et seniors) porte son total à 52 médailles (14 or, 22 argent, 16 bronze).

L'Algérie est représentée par vingt-sept athlètes dont onze filles, toutes catégories (cadets, juniors et seniors), à ces deux compétitions marquées par la participation de quelque 193 haltérophiles issus de 27 pays.

ALADDIN



20h05



Un marin qui navigue sur mers avec sa femme et leurs deux enfants, est pressé par les bambins de leur raconter l'histoire d'Aladdin. Il s'exécute en chanson et commence par évoquer la vie du jeune Aladdin, qui, accompagné de son singe Abu, joue de son charme et de son habileté pour voler sur les marchés et gagner sa maigre pitance. C'est là qu'il fait la connaissance de Jasmine : le coup de foudre est immédiat. Mais ce que le jeune homme ne devine pas tout de suite, c'est que Jasmine est en fait une princesse.

COMMISSAIRE MAGELLAN
MORT SUBITE



20h09



Le commissaire enquête sur le meurtre du fiancé de l'héritière de la famille Barbier, retrouvé mort sur le parcours de golf de la propriété. Magellan découvre un véritable nid de vipères. Lucas Barbier, en froid avec sa fille, ne s'entendait guère avec son futur gendre. Quant à Martin Verdoux, le directeur du golf, il jalousait la victime. De plus règne une véritable omerta. Bientôt un second meurtre est commis.

D'ARGENT ET DE SANG
#4 ALYA



20h09



Fitoussi, Bouli et Jérôme Attias arrivent à Tel-Aviv où ils s'installent dans une somptueuse villa au bord de la mer équipée de tout le matériel informatique pour lancer leur arnaque. A l'ouverture du marché, leur stratégie fonctionne au-delà de leurs espérances. Pendant ce temps, Simon place Annabelle, la femme de Jérôme, en garde à vue pour lui mettre la pression. L'inspecteur des douanes constate impuissant qu'il ne peut pas arrêter Fitoussi et sa bande.

LA FINALE



20h10



Atteint de la maladie d'Alzheimer et handicapé par de nombreux trous de mémoire, Roland a été forcé d'arrêter de travailler et de vendre son restaurant. Il vit désormais chez sa fille, qui envisage de le placer dans une maison de retraite. JB, son petit-fils, a du mal à accepter la présence de Roland dans sa chambre. Un jour, JB se retrouve seul avec Roland. Pour ne pas rater une importante finale de basket-ball à Paris, le jeune homme décide de s'y rendre avec lui. Avec les absences de Roland et son caractère difficile, le voyage s'annonce compliqué...



LA SELECTION
DE MIDI LIBRE

MOBY DICK



19h50



1841. À New Bedford, Ismaël, jeune marin qui rêve d'aventures maritimes, embarque à bord du baleinier le Péquod aux côtés de Queequeg, un harponneur avec lequel il vient de sympathiser. Son équipage vient de toutes les îles et des quatre coins du monde. Il est commandé par le capitaine Achab, mû par une unique obsession : pourchasser Moby Dick, le monstrueux cachalot blanc qui a arraché sa jambe gauche et mutilé son visage au cours d'une chasse des années plus tôt. Cet homme étrange et sombre est prêt à prendre tous les risques pour parvenir à ses fins.

SALE TEMPS
POUR LA PLANÈTE



Corse, les possibilités d'une île

20h05



Paysages à couper le souffle, météo ensoleillée une grande partie de l'année, l'île de Beauté mérite bien son nom. Mais avec le dérèglement climatique, le territoire révèle un envers du décor différent. Les pénuries d'eau et les sécheresses à répétition, dans une île montagnaise où les cascades, les rivières et les sources coulent à flots, ont de quoi interpeller n'importe quel hydrobiologiste. Des Corses tirent la sonnette d'alarme et agissent. Ils se battent pour une politique plus pragmatique des ressources naturelles, une agriculture résiliente ou encore pour protéger la biodiversité locale, comme les herbiers de Posidonies.

NAPLES : LE SUPERVOLCAN
QUI MENACE L'EUROPE



20h10



Le récent séisme au Maroc nous rappelle la violence engendrée par ces mouvements de plaques tectoniques qui couvrent notre planète. En Italie, près de Naples, un monstre sommeille. C'est un volcan, invisible en surface, classé parmi les plus dangereux au monde. Or dans la nuit du mardi 26 septembre dernier, un tremblement de terre de magnitude 4,2 a secoué l'Italie, avec un épocentre dans cette région sismique de l'ouest de Naples où plus de 60 événements sismiques ont été enregistrés. La zone touchée par ce tremblement de terre est sujette au bradyséisme, des mouvements de montée ou descente du sol particulièrement destructeurs.

TOUT LE MONDE DEBOUT



20h10



Jocelyn, séducteur invétéré, a bien réussi dans la vie. Mais, malgré les nombreuses recommandations de son meilleur ami Max, un médecin, Jocelyn se révèle également incapable de se retenir de mentir. C'est comme cela, que pour séduire Julie, une ravissante auxiliaire de vie, il n'hésite pas à lui faire croire, à la suite d'un malentendu, qu'il est paraplégique. Quand elle l'invite à manger chez ses parents, Jocelyn croise la soeur aînée de Julie, Florence, qui le séduit immédiatement. Seulement Florence est réellement paraplégique et croit que Jocelyn l'est aussi.



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger
Tél : 021.73.71.28 / 021.73.76.78 /
021.74.99.81
Fax : 021.73.95.59
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : Maison de la presse 1^{er}-Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

Fajr	05:34
Dohr	12:31
Asr	15:31
Maghreb	17:54
Icha	17:53

J22 : CRIMES DE GUERRE À GHAZA



Live from the middle area
The morning of Randa, Nabil, Hasan
and Lana

